

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1293

19 mai 2015

SOMMAIRE

Auto Team s.à.r.l.	62044	New Cité-Gérances S.à r.l.	62022
BHF-BANK International	62024	Nordea Dedicated Investment Fund Sicav- Fis	62022
CLV Participations S.à r.l.	62064	Nord/LB Covered Finance Bank S.A.	62018
Coiffure & Cosmétique Salon M Beauty	62062	Olympe Energy S.à r.l.	62022
ColHT S.à.r.l.	62036	Openbio (Luxembourg) S.A.	62021
Episerver International S.à r.l.	62060	Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.	62025
Franklin Templeton Series II Funds	62046	Özkun S.à r.l.	62024
Golden Moon S.A.	62020	Panama Luxco S.à r.l.	62019
Hamburg International S.A.	62020	Parissuisse S.à r.l.	62025
Hamilton Lane European Partners SICAV- SIF	62047	ProLogis European Finance XIX S.à r.l. ..	62018
Haute Horlogerie Benelux S.A.	62021	ProLogis UK CCXII S.à r.l.	62019
Heka One S.A.	62018	Remich Holding II S.à r.l.	62019
Helix Q5000 Holdings S.à r.l.	62020	SwanCap GP, S.à r.l.	62064
Helvetico-Luxembourgeois Invest S.C.S.	62020	TE Connectivity MOG Holding S.à r.l. ...	62023
I.14 Villa Royale Luxembourg	62018	Tennis-Club Erpeldange A.S.B.L.	62026
I.15 Esch	62018	Themis Realty Italy	62023
I.16 «Schiff lange»	62019	Twenty Twelve Worldwide S.A.	62023
I.17 Ennert de Steiler S.à.r.l.	62046	Unicom International S.A.	62027
IM Asset Management SA	62021	Valeant Finance Luxembourg S.à.r.l.	62030
Innolux	62059	Waterfall Eden Lux Holdings S.à r.l.	62023
Jean Hoffmann S.à r.l.	62019	Wimo S.à r.l.	62022
LPFE Germany S.à r.l.	62021	WP Sky Investment S.à r.l.	62024

Nord/LB Covered Finance Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 116.546.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049391/9.

(150056923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

ProLogis European Finance XIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.588.

Rectificatif du dépôt No L140184541 du 20/10/2014

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049431/10.

(150056406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

I.14 Villa Royale Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 75.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.14 Villa Royale Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015049226/11.

(150056802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

I.15 Esch, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 75.811.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.15 ESCH

Signature

Référence de publication: 2015049227/11.

(150056801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Heka One S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 189.867.

Il est à noter ce qui suit:

Madame Yeliz Bozkir démissionne de son mandat d'Administrateur de classe A de la Société avec effet à la date du 30 mars 2015.

Monsieur Nicolas Poncelet démissionne de son mandat d'Administrateur de classe A de la Société avec effet à la date du 30 mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049214/13.

(150056663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Jean Hoffmann S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 145.086.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049269/9.

(150056517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Remich Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.800.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 170.655.

Le nom du gérant de classe A de la Société est désormais Jennifer Brown Mello.
Luxembourg, le 31 Mars 2015.

Référence de publication: 2015049460/10.

(150056891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

ProLogis UK CCXII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 109.210.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mars 2015.

Référence de publication: 2015049433/10.

(150056422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

I.16 «Schifflange», Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 78.476.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.16 «SCHIFFLANGE»

Signature

Référence de publication: 2015049228/11.

(150056800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Panama Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 154.114.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société en date du 30 mars 2015

- Il a été décidé:

* d'accepter la démission de Monsieur Diogo Alves en tant que gérant B de la Société avec effet au 4 mars 2015,

* de nommer Monsieur Vito Marinelli, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet immédiat pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049417/14.

(150056469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Helvetico-Luxembourgeois Invest S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 150.830.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015049863/10.

(150057601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Hamburg International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 90.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
HAMBURG INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2015049859/11.

(150057045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Helix Q5000 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 183.815.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement de siège social de l'associé unique de la société, Helix Vessel Finance S.à r.l., désormais situé au L-1931 Luxembourg, 13-15 Avenue de la Liberté.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de l'adresse professionnelle de Monsieur Andrew O'Shea et de Monsieur Douwe Terpstra, gérants de classe B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour avis sincère et conforme
Pour Hélix Q5000 Holdings S.à r.l.
Un Mandataire

Référence de publication: 2015049855/16.

(150057591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Golden Moon S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 137.028.

EXTRAIT

La société FIDUCIA GENERAL SERVICES S.à r.l., ayant son siège social au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, A dénoncé le domicile établi au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg,

De la Société anonyme GOLDEN MOON S.A., immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137028, de sorte que celle-ci se trouve jusqu'à nouvel avis sans domicile ni résidence connus.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

FIDUCIA GENERAL SERVICES S.à r.l.
Signature
Le domiciliataire

Référence de publication: 2015049847/17.

(150057525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

IM Asset Management SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9142 Burden, 11, Op Kräizfelder.
R.C.S. Luxembourg B 142.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015049885/10.

(150057544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

LPFE Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.519.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 91.632.

Les comptes consolidés de CBRE Logistics Property Fund Europe CV au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015049967/13.

(150057154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Haute Horlogerie Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 96.159.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 24 mars 2015

Transférer le siège social au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 20 mars 2015.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs ont également changé avec effet au 20 mars 2015 comme suit:

La société JALYNE S.A., 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par J. BONNIER 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

PACBO EUROPE Administration et Conseil, 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg représentée par P. CRO-CHET, 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Référence de publication: 2015049861/15.

(150057558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Openbio (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.792.

EXTRAIT

En date du 19 mars 2015 la société a pris acte des démissions des personnes suivantes:

- Monsieur Patrick Meunier a démissionné de son poste d'administrateur de la société, avec effet immédiat.
- Monsieur Patrick Houbert a démissionné de son poste d'administrateur de la société, avec effet immédiat.
- Monsieur Roberto Bonadei a démissionné de son poste d'administrateur de la société, avec effet immédiat.
- Monsieur Roger Palma a démissionné de son poste d'administrateur de la société, avec effet immédiat.
- Madame Delphine Giauque a démissionné de son poste d'administrateur de la société, avec effet immédiat.
- La MRM Consulting S.A. a démissionné de son poste de commissaire aux comptes de la société, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050039/16.

(150057610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Olympe Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 142.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050035/9.

(150057171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Wimo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 104, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 64.787.

Par la présente, je soussigné Henri Kettels, demeurant à Pétange, 1, rue Jean-Baptiste Gillardin, démissionne avec effet immédiat, de ma fonction de gérant technique de la société WIMO s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-8030 Strassen, 104, rue du Kiem, inscrite au RCS de Luxembourg sous le numéro B64.787.

Pétange, le 30 mars 2015.

Henri Kettels.

Référence de publication: 2015050212/11.

(150057201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

New Cité-Gérances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 97, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 93.188.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Franck BADEN, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 16 avril 2003, acte publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 534 du 16 mai 2003.

Il résulte d'une lettre émise en date du 1^{er} mars 2015 que Madame Mariette KNAUF-LANGSAM démissionne de son mandat de gérant de la société à compter du 31 mars 2015.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour la société NEW CITE-GERANCES S.à r.l.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015050027/14.

(150057292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Nordea Dedicated Investment Fund Sicav-Fis, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 150.516.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 30 mars 2015

Il résulte dudit procès-verbal que:

1) L'Assemblée a décidé de réélire en tant qu'administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016:

- Jari Klviuha résidant à Keskuskatu 3, FI-00200 Helsinki, Finlande
- Suzanne Berg résidant à 562, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- Kim Pilgaard résidant à 562, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg

2) L'Assemblée a décidé d'élire au poste de réviseur d'entreprises pour l'exercice social 2015 et jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire à tenir en 2016:

- PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Nordea Investment Funds S.A.

Référence de publication: 2015050031/20.

(150056684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Twenty Twelve Worldwide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 7B, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 187.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TWENTY TWELVE WORLDWIDE S.A.

Référence de publication: 2015050191/10.

(150057359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

TE Connectivity MOG Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 185.748.

Les comptes annuels au 26 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015050180/10.

(150057494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Themis Realty Italy, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 232, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 193.049.

Les statuts coordonnés au 04/03/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/04/2015.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015050183/12.

(150057345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Waterfall Eden Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 187.282.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 27 mars 2015

En date du 27 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de confirmer et d'accepter la démission de Madame Anne Catherine GRAVE de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 mars 2015;
- de nommer Monsieur Olivier HAMOU, né le 19 décembre 1973 à Levallois-Perret, France, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 mars 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Kenneth Adam NICK, gérant de catégorie A
- Monsieur Olivier HAMOU, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Waterfall Eden Lux Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015050202/22.

(150057447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

WP Sky Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 192.344.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 25 mars 2015

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 25 mars 2015 que le siège social de la société est transféré du 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg au 46 A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050214/14.

(150057703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

BHF-BANK International, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 10.008.

—
Das Unterschriftenverzeichnis der
BHF-BANK International
534, rue de Neudorf
L-2220 Luxemburg
wurde beim Handelsregister eingereicht.

Luxemburg, den 01.05.2015.

BHF-BANK International
Michael Löb / Roland Steies

Membre du Conseil d'Administration / Membre du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015049695/16.

(150057774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Özkun S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 188.422.

EXTRAIT

- Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 27 mars 2015 que:

* La démission de Monsieur Bekir COSKUN de son poste de gérant technique est acceptée avec effet immédiat.

* La démission de Monsieur Ali Haydar ÖZEN de son poste de gérant administratif est acceptée avec effet immédiat.

* Madame Mihrican CAGLAR GÜNER, née à Moyeuve-Grande (France), le 15 mai 1982 et demeurant à F-54150 Briey, 21, rue Soeur Emmanuelle est nommée au poste de gérante, pour une durée indéterminée.

La Société sera désormais valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature de la gérante

- Suite à une convention de cession de parts sociales conclue sous-seing privé en date du 27 mars 2015 et acceptée par les gérants au nom de la société, il résulte qu'à compter du 1^{er} avril 2015, le capital social de la société ÖZKUN S.à r.l., représenté par 100 parts sociales d'une valeur nominale de 125 EUR chacune est intégralement détenu par Madame Mihrican CAGLAR GÜNER, née à Moyeuve-Grande (France), le 15 mai 1982 et demeurant à F-54150 Briey, 21, rue Soeur Emmanuelle.

Strassen, le 27 mars 2015.

Pour extrait conforme

Bekir COSKUN / Ali Haydar OZEN / Mihrican CAGLAR GÜNER

Gérant technique / Gérant administratif / -

Référence de publication: 2015050217/24.

(150057686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Parissuisse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1250 Luxembourg, 75, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 158.689.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2015049438/10.

(150056574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 28.878.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Oppenheim Asset Management Services S.à r.l. abgehalten am 18. März 2015 am Sitz der Gesellschaft

1. Die Generalversammlung bestätigt die folgende Zusammensetzung des Verwaltungsrates:

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Holger Naumann, geschäftsansässig in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstrasse 178-190, als Mitglied und Vorsitzender des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Die Generalversammlung beschließt, das Mandat von Herrn Holger Naumann als Verwaltungsratsmitglied bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2020 stattfindet und über das zum 31.12.2019 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu erteilen.

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Alfons Klein, geschäftsansässig in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, als Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Die Generalversammlung beschließt, das Mandat von Herrn Alfons Klein als Verwaltungsratsmitglied bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2020 stattfindet und über das zum 31.12.2019 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu erteilen.

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Dr. Wolfgang Leoni, geschäftsansässig in D-50667 Köln, Unter Sachsenhausen 4, als Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Die Generalversammlung beschließt, das Mandat von Herrn Dr. Wolfgang Leoni als Verwaltungsratsmitglied bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2020 stattfindet und über das zum 31.12.2019 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu erteilen.

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Dr. Matthias Liermann, geschäftsansässig in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstrasse 178-190, als Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Die Generalversammlung beschließt, das Mandat von Herrn Dr. Matthias Liermann als Verwaltungsratsmitglied bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2020 stattfindet und über das zum 31.12.2019 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu erteilen.

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Marco Schmitz, geschäftsansässig in D-50667 Köln, Unter Sachsenhausen 4, als Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Die Generalversammlung beschließt, das Mandat von Herrn Marco Schmitz als Verwaltungsratsmitglied bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2020 stattfindet und über das zum 31.12.2019 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu erteilen.

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Klaus-Michael Vogel, geschäftsansässig in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, als Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Die Generalversammlung beschließt, das Mandat von Herrn Klaus-Michael Vogel als Verwaltungsratsmitglied bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2020 stattfindet und über das zum 31.12.2019 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu erteilen.

2. Das Mandat des Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises) KPMG Luxembourg, Société coopérative, geschäftsansässig 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, wird auf ein Jahr bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016 verlängert.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Référence de publication: 2015048681/44.

(150055315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

T.C.E., Tennis-Club Erpeldange A.S.B.L., Association sans but lucratif.

Siège social: L-9147 Erpeldange-sur-Sûre, 1, Rue James Bausch.

R.C.S. Luxembourg F 6.307.

STATUTS

Suite à l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 13 mars 2015 au siège social, il a été décidé d'une refonte des statuts comme suit:

Art. 1^{er}. L'association est dénommée «Tennis-Club Erpeldange a.s.b.l.» (T.C.E.). Son siège social est à L-9147 Erpeldange-sur-Sûre, 7A, rue James Bausch.

Art. 2. Sa durée est illimitée, pour autant que le nombre de ses membres actifs ne soit pas inférieur à cinq.

Art. 3. Le Club a pour objet:

- la pratique et le développement du sport de Tennis
- la gestion et l'entretien de ses installations de tennis
- la gestion intégrale de son clubhouse
- la mise à disposition de ses terrains et de son clubhouse au Tennis Club Nordstad a.s.b.l. (TC No) pour les différentes activités organisées par ce dernier
- l'organisation des permanences pour les rencontres interclubs, coupe, tournois et autres activités sur ses installations
- l'organisation d'activités ayant comme but la promotion du tennis, du beach tennis, du paddle tennis et du cardio tennis
- un éventuel soutien financier au Tennis Club Nordstad a.s.b.l. (TC No).

Art. 4. Le Club se compose de membres actifs du Tennis Club Nordstad (TC No).

Sont considérés comme membres actifs tous ceux qui pratiquent le Tennis ainsi que les membres qui exercent un mandat dans le comité ou une commission du Club.

Tout membre est libre de se retirer.

La qualité de membre se perd encore par l'exclusion. Tout membre dont l'activité ira à l'encontre des intérêts de la société peut être exclu par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix. En cas de démission ou d'exclusion, les membres concernés n'ont aucun droit sur le fonds social et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 5. Les membres de l'article 4 ont le droit de vote à l'Assemblée Générale.

Art. 6. La durée du mandat du comité est de deux ans.

Art. 7. Le comité se compose de 3 membres au moins et de 9 membres au plus, dont un président, un secrétaire, et un trésorier.

Art. 8. Le comité se réunit sur convocation du président chaque fois que l'intérêt du Club le réclame. Le président convoquera en outre à la demande de deux membres du comité. Tout membre du comité absent sans excuse trois fois successivement est démissionnaire de droit.

Art. 9. Le comité constituant le corps administratif de la société doit prendre toutes les mesures et décisions qu'il juge utiles dans l'intérêt du Club. Il s'occupe de la gestion des finances, assure l'application des statuts et règlements, fixe la date et l'ordre du jour des Assemblées, représente le Club dans ses relations avec les particuliers et les pouvoirs publics, dresse les comptes annuels, édicte les règlements nécessaires et en général a tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservées à l'Assemblée Générale.

Art. 10. Le comité attribuera à ses membres les fonctions spéciales exigées par les besoins de l'administration et de la gestion sportive. La fonction du président en particulier consiste à représenter le Club, à diriger les séances du comité et des assemblées, à ordonner les dépenses et à veiller sur le bon fonctionnement de l'administration et de la gestion sportive.

Art. 11. L'exercice social commence le premier octobre et clôture le 30 septembre. Par exception le premier exercice commence le jour de l'approbation des présents statuts. L'assemblée générale se réunit annuellement au mois d'octobre.

Art. 12. Le comité pourra convoquer une Assemblée Générale chaque fois que les intérêts du Club l'exigent.

Art. 13. Les attributions obligatoires de l'Assemblée Générale comportent le droit:

- a) de modifier les statuts
- b) de nommer et de révoquer le comité
- c) de désigner deux commissaires chargés du contrôle des comptes. La révision se fera après la clôture des comptes. Ils soumettront un rapport à l'Assemblée Générale pour approbation

- d) d'approuver annuellement les rapports, les budgets et les comptes et de donner décharge au comité
- e) de prendre toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs statutairement dévolus au comité.
- f) de prononcer la dissolution du club

Art. 14. L'Assemblée Générale statutairement convoquée est en général constituée quel que soit le nombre des membres présents. Elle prend ses décisions à la majorité absolue des votants, sauf dans les cas spécialement prévus par les statuts. Le droit de vote est stipulé dans l'art.5.

Art. 15. Pour la dissolution du Club ou la fusion avec un autre Club, il faut que les 2/3 des membres ayant droit de vote soient présents à l'Assemblée Générale convoquée statutairement à cet effet. La dissolution ou la fusion sera décidée par une majorité des 3/4 des votants.

Si les 2/3 des membres ayant droit de vote ne sont pas présents, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire convoquée dans le délai d'un mois décide à la majorité des 3/4 des votants, quelque soit le nombre des membres présents.

Art. 16. Le mode de liquidation sera décidé dans l'Assemblée prononçant la dissolution ou la fusion à la majorité absolue des votants. En cas de dissolution l'excédent de l'actif, après paiement de ses dettes sera versé à l'Office social Nordstad (OSNOS).

Art. 17. Un règlement sur la gestion technique des installations, des matchs et des tournois ainsi que les droits et devoirs des membres actifs sera édicté par le comité.

Art. 18. Tout membre actif doit s'engager à respecter les statuts et règlements de la société.

Art. 19. Seuls les membres actifs du Tennis Club Nordstad a.s.b.l. (TC No) ont le droit de profiter des installations de l'association. Toutefois chaque membre du Tennis Club Nordstad a.s.b.l. a le droit d'inviter des amis comme partenaire, qui peuvent profiter des installations de l'association sous la responsabilité du membre invitant et contre paiement d'un droit à fixer par le Conseil d'Administration, sans pour autant causer préjudice aux membres de l'association.

Art. 20. Le Club décline toute responsabilité quant aux accidents que pourraient encourir ses membres au cours des entraînements et matchs.

Erpeldange, le 13 mars 2015.

Référence de publication: 2015049531/79.

(150057002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Unicom International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.052.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of UNICOM INTERNATIONAL S.A., a public limited liability company (société anonyme) organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162.052 (the Company). The Company has been incorporated on July 6th, 2011 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2097 of September 8th, 2011. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of the same notary, on November 10th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 108 of January 13th, 2012.

The Meeting is chaired by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elects as scrutineer of the Meeting Mrs Marilyn KRECKÉ, private employee, with professional address at Luxembourg (the Scrutineer).

(The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. The Shareholders represented and the numbers of shares they hold are shown on an attendance list. Such list and proxy, signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes.

II. As appears from the attendance list, the six million five hundred twenty-one thousand and seven hundred (6,521,700) shares, with a nominal value of ten euro (EUR 10) each, representing the entire share capital of the Company are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed.

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

Agenda

- 1) Liquidation of the Company;
- 2) Appointment of the liquidator of the company;
- 3) Any other business.

IV. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting appoints as liquidator Maître Barry O'DWYER, born in London (United Kingdom) on February 15th, 1969 and residing professionally at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (the "Liquidator").

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 and following of the co-ordinated law on commercial companies of August 10th, 1915 (the "Law"). The Liquidator can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorisation of the shareholders' meeting in the cases where it is required.

The Liquidator will be empowered to distribute the assets in specie and will be empowered to make an interim dividend to the Shareholders, which interim dividend may be affected by way of endorsement of any promissory note(s) in the possession of the Company to the Sole Shareholder.

The Liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

The Liquidator can, under its own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of its powers which will be defined and for the duration fixed by itself.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in the case of any discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal on the present deed, in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de UNICOM INTERNATIONAL S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.052 (la Société). La Société a été constituée le 6 juillet 2011, suivant un acte reçu par le notaire instrumentaire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2097 du 8 septembre 2011. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le même notaire, en date du 10 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 108 du 13 janvier 2012.

L'Assemblée est présidée par Madame Corinne PETIT, employée privée, dont l'adresse professionnelle se trouve à Luxembourg (le Président),

Madame le Président nomme comme secrétaire de l'Assemblée Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, dont l'adresse professionnelle se trouve à Luxembourg (le Secrétaire),

L'Assemblée élit comme scrutateur de l'Assemblée Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, dont l'adresse professionnelle se trouve à Luxembourg (le Scrutateur).

(Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement appelés le Bureau).

Le Bureau ayant ainsi été constitué, Mademoiselle le Président déclare que:

I. Les Actionnaires représentés ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent apparaissent sur une liste de présence. Ladite liste de présence et la procuration, signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, est attachée aux présentes minutes.

II. Ainsi qu'il ressort de la liste de présence, les six millions cinq cent vingt et un mille sept cents (6.521.700) actions, ayant une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée de telle sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour desquels les participants ont été préalablement informés.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

Ordre du jour

- 1) Liquidation de la Société;
- 2) Nomination du liquidateur de la Société;
- 3) Divers.

IV. Les Actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide la dissolution de la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution

L'Assemblée désigne comme liquidateur Maître Barry O'DWYER, né le 15 février 1969 à Londres (Royaume-Uni), avec adresse professionnelle au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de son associé unique.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mises à sa charge en raison des présentes est évalué à mille quatre cents euros (1.400.-EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française.

A la demande des mêmes comparants, il est déclaré qu'en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données de tout ce qui précède au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. Petit, G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/110. Reçu douze euros Eur 12.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049561/132.

(150056368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Valeant Finance Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.758.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of March.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Valeant International Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée duly formed and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 182009;

represented by Marine Krief, maître en droit, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which it declares to establish as follows:

“A. Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1^{er}. There is hereby established by the owner of the shares hereafter issued and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of association.

Art. 2. The Company is incorporated under the name of “Valeant Finance Luxembourg S.à r.l.”.

Art. 3. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may borrow and raise money in any manner (except by way of public offering) and pledge any or all of its assets to secure the repayment of any money borrowed.

The Company may further guarantee and pledge any or all of its assets to secure the indebtedness of, grant loans to or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company is authorised to acquire and dispose of all kind of intellectual property and the rights derived there from, including, but not limited to trademarks, patents, copyrights, customers lists, goodwill and commercial names and to grant licenses with respect to such intellectual property.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by mean of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one Euro (EUR 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs of a shareholder may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

In the case of several managers, the board of managers is composed of at least one A manager and one B manager.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the joint signature of any A manager together with any B manager, and may also be bound by the signature of any duly authorised representative appointed by the board of managers within the limits of such authorisation.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication if such communication is initiated from the Grand Duchy of Luxembourg and allowing so all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented, including at least one A manager and at least one B manager, at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution. Such circular resolutions shall be ratified in a subsequent board of managers' meeting held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 22. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto."

Subscription and payment

All of the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by Valeant International Luxembourg S.à r.l., as aforementioned, by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500);

The total subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above named entity, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The sole shareholder resolves to elect as managers of the company for an indefinite period:

- Marcin Edward Jdrzejuk, born in Warsaw, Poland on 11 November 1969, residing professionally at Valeant IPM, Marynarska 15, 02- 674 Warsaw, Poland as A Manager;
- Michael Kennan, born in Dublin, Ireland, on 4 April 1968, residing professionally at 11-13, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg as A Manager;
- Giuseppe Di Modica, born in Enna, Italy on 31 May 1974 residing professionally at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg as B Manager; and
- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée duly formed and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 103336 as B Manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder representing the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residences, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-sept mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Valeant International Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Grand-Duché de Luxembourg, auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 182009;

représentée ici par Marine Krief, maître en droit, par le biais d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituée comme suit:

«A. Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire des parts ci-après émises et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée sous le nom de "Valeant Finance Luxembourg S.à r.l.".

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

La Société peut également garantir and gager et nantir tous ou partie de ses actifs aux fins de garantie des obligations, accorder des prêts à, ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société est autorisée à acquérir et vendre tout type de propriété intellectuelle et les droits issues de propriété intellectuelle, y compris sans limitation les marques, brevets, droits d'auteur, clientèle, fonds de commerce et nom commercial.

La Société peut exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500) représentés par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés.

En cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance est composé d'au moins un gérant A et un gérant B.

Les gérants sont nommés par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, fixant la durée du mandat des gérants. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, dans le cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe d'un gérant A avec un gérant B, ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance dans les limites du mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura la possibilité de choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télégraphe, télégramme, télex ou télécopieur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique, télégraphe, télégramme, télex ou télécopieur un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires si telle communication est initiée du Grand-Duché de Luxembourg où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée, y compris au moins un gérant A et au moins un gérant B, à une réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises avec une majorité des voix des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

De telles résolutions circulaires seront ratifiées lors d'une réunion du conseil de gérance ultérieur tenu au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique, le cas échéant, exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 22. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dresse(nt) un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.»

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

La totalité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales a été souscrit comme suit:

- Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par Valeant International Luxembourg S.à r.l., pour un prix total de souscription de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500).

Le prix total de souscription de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500) est entièrement alloué au capital social.

Toutes les parts sociales ont été payées, de telle manière que la somme de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2015.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.500,-.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt la personne susmentionnée, représentant l'intégralité du capital social de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. L'associé unique décide d'élire les personnes suivantes en tant que gérant de la société pour une durée indéterminée:
 - Marcin Edward Jdrzejuk, né à Varsovie, Pologne le 11 novembre 1969, ayant son adresse professionnelle à Valeant IPM, Marynarska 15, 02- 674 Warsaw, Poland en tant que gérant de catégorie A;
 - Michael Kennan, né à Dublin, Irlande, le 4 avril 1968, ayant son adresse professionnelle à 11-13, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg en tant que gérant de catégorie A;
 - Giuseppe Di Modica, né à Enna, Italie, le 31 mai 1974, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg en tant que gérant de catégorie B; et
 - Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social su 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés sous le numéro B 103336 en tant que gérant de catégorie B.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française et qu'à la requête de cette même personne, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. KRIEF et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9287. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049562/346.

(150056773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

ColHT S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 195.732.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of the month of March.

Before Maître Danielle Kolbach, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Colony Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88.540 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Sara Lecomte, clerck de notaire professionally residing in Redange-sur-Attert, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney, after having been initialled ne varietur by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it hereby declares to incorporate:

1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "ColHT S.à r.l." (the Company).

2. Corporate object. The purpose of the Company is (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests (in whatsoever form or other) in Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, shares, bonds, debentures, notes and other securities or financial or debt instruments of any kind and (iii) the ownership, development, management and disposal of a portfolio of any assets (including, apart from the assets referred to in (i) and (ii) above, patents or other intellectual property rights of any nature or origin).

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may enter into any type of loan agreement and it may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds (with or without security) including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally use any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting.

The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided they are incidental or conducive to the attainment of the Company's purpose described above.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development. In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties.

3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

4. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company. The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

5. Share capital. The share capital of the Company is twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) divided into twelve thousand six hundred (12,600) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager (s) subject to the 1915 Law and these Articles.

All Shares have equal rights.

The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Amendments to the share capital. The share capital may be increased or reduced at any time by a decision of the sole shareholder or of the general meeting of the shareholders, in accordance with article 14.2 of these articles of association.

7. Profit sharing. Each share entitles to dividend distributions in direct proportion to the number of shares in existence.

8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) apply to the Company.

10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and profits to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 14.2 of these articles of association.

11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he/she/it has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may delegate their powers for specific tasks (including the delegation of the performance of specific day-to-day management powers pertaining to transactions effected in the normal course of business) to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine each agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/its agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers may deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers may be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his/her/its proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the board of managers may also be passed in writing in which case such circular resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. Such circular resolutions are deemed to be taken in Luxembourg.

13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

14. General meeting of the shareholders.

14.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions) in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

14.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders shall be convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half (1/2) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions shall be passed by shareholders owning more than one-half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

15. Sole shareholder. The provisions of this article 12 shall only be applicable if, and only for so long as the Company has a sole shareholder.

The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the General Meeting.

Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

The resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

16. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

17. Financial statements. The sole manager or the board of managers, as the case may be, shall draw up the annual accounts of the Company that shall be submitted to the approval of the general meeting of the shareholders or of the sole shareholder.

18. Appropriation of profits, reserves. From the annual net profits of the Company (if any), 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the share capital of the Company, but shall again be compulsory if the legal reserve falls below 10% (ten per cent.) of the share capital of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall decide on the allocation of the annual results and the declaration and payments of dividends, as the case may be, in accordance with this article 18.

The shareholder(s) or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may, subject to applicable law, decide to pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including share premium.

19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Under the liquidation of the Company, the surplus assets of the Company available for distribution among shareholders shall be distributed to the shareholders, by way of advance payments or after payment (or provisions, as the case may be) of the Company's liabilities.

20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, hereby declares to subscribe all the 12,600 (twelve thousand six hundred) shares of the Company having a nominal value of EUR 1 (one euro) each, and to fully pay-up such shares by means of a contribution in cash in an amount of EUR 12,600 (twelve thousand six hundred Euros), which represents the aggregate subscription price (the "Subscription Price") of the 12,600 (twelve thousand six hundred) shares of the Company having a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

Evidence of the payment of the Subscription Price has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Subscription Price on the Company's bank account.

Transitory Provisions

The first financial year of the Company shall start on the date hereof and it shall end on 31 December 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand euros (EUR 1.000,-)

Sole Shareholder resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder, represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, takes the following resolutions:

(a) the number of managers of the Company is set at one (1) and Colony Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88.540, is appointed as sole manager of the Company, with effect as of the date hereof and for an unlimited period of time;

(b) the registered office of the Company is set at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Redange-sur-Attert on the date stated above.

The document having been read to the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the attorney-in-fact of the Sole Shareholder signs together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mil quinze, le vingt-trois mars

Par-devant Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand- Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Colony Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88.540 (l'Associé Unique),

ici représenté par Sara Lecomte, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'enregistrer les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

1. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination "ColHT S.à r.l." (la Société).

2. Objet social. La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts (de quelque forme que ce soit) dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres de capital, actions/parts sociales, obligations, créances, billets et autres valeurs, instruments de dettes ou instruments financiers de toutes sortes et (iii) la détention, le développement la gestion et la cession d'un portefeuille d'actifs (composé outre des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus, de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds (avec ou sans garantie), y compris notamment, ceux résultant de tous emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut conclure, délivrer et exécuter toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêts de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils sont connexes ou propices à la réalisation de l'objet social décrit ci-dessus.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement. De plus, la Société peut faire l'acquisition et procéder à la vente de propriétés immobilières pour son compte, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et elle peut réaliser toutes les opérations afférentes à ces propriétés immobilières.

3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance. La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille six cents Euros (12.600,- EUR) représenté par douze mille six cents (12.600) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associé" doit être interprété conformément.

La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions y afférentes de la Loi de 1915.

6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 14.2 des présents statuts.

7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit aux distributions de dividende proportionnellement au nombre des parts existantes.

8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou profits à cet effet.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 14.2 des statuts sont d'application.

11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il/elle aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants quelconques.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques (y compris la délégation de compétence pour des actes spécifiques usuels dans le cadre d'opérations effectuée à des conditions normales) à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité de chaque mandataire, sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (email) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, les décisions du conseil de gérance peuvent également être prises par écrit, et dans ce cas, de telles résolutions circulaires consisteront en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. De telles résolutions circulaires seront considérées comme ayant été tenue à Luxembourg.

13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

14. Assemblées générales des associés.

14.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) dans le cas où le nombre d'associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions

lutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

14.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des assemblées.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 15. Associé unique. Les dispositions de l'article 14 ne seront applicables que si, et pour autant que, la Société n'a qu'un associé unique.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

17. Comptes annuels. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance arrêtera les comptes annuels de la Société qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique.

18. Distribution des bénéfices, réserves. Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société, et il deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en dessous du seuil de 10% (dix pour cent) du capital social de la Société.

L'assemblée générale annuelle des associés décide de l'affectation des résultats annuels, ainsi que la distribution de dividendes, le cas échéant, conformément à cet article 18.

L'associé ou les associés ainsi que le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourront, sous réserve des dispositions légales applicables, décider de verser un dividende intérimaire au moyen des profits et réserves distribuables, y compris la prime d'émission.

19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En vertu de la liquidation de la Société, l'excédent d'actif de la Société disponible pour distribution entre les associés doit être distribué aux associés, par voie de versements anticipés ou après le paiement (ou provisions, selon le cas) du passif de la Société.

20. Commissaire aux comptes - Reviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire toutes les 12.600 (douze mille six cents) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, et les libérer entièrement au moyen d'un apport en espèces de EUR 12.600,- (douze mille six cents euros), qui représente la totalité du prix de souscription (le «Prix de Souscription») des 12.600 (douze mille six cents) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un euro).

Preuve du paiement du Prix de Souscription a été donnée au notaire instrumentaire par la production d'un certificat de blocage.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social de la Société commence à la date des présentes et finit le 31 décembre 2015.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions de l'Associé Unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital de la Société adopte les résolutions suivantes:

(a) le nombre de gérants de la Société est fixé à un (1) et Colony Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie,, L-1511 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88.540, est nommée gérant unique de la Société pour une durée indéterminée;

(b) le siège social de la Société est établi au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de l'Associé Unique l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'Associé Unique, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 26 mars 2015. Relation: DAC/2015/5207. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 30 mars 2015.

Référence de publication: 2015049054/440.

(150056109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Auto Team s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 97.367.

L'an deux mille quinze, le seize mars.

Par-devant Nous, Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

a) Monsieur Giovanni ANTONACCI, commerçant, né à Bari (Italie) le 12 janvier 1961 (matricule 1961 01 12 253 54), demeurant à L-9371 Gilsdorf, 24, rue des Prés,

associé unique de la société à responsabilité limitée AUTO-TEAM S.à r.l. avec siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon,

constituée suivant acte reçu par le notaire Marc Cravatte, alors de résidence à Ettelbruck en date du 20 janvier 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, page 8027 de l'année 1993,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 97.367,

II. Monsieur Giovanni ANTONACCI, préqualifié,

associé unique de la société à responsabilité limitée «RECAR-INT» (matricule 2008 2402 986), avec siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon,

constituée sous le nom de «R.C.I. S.à r.l.» suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 17 janvier 2008, publié au Mémorial C, numéro 621 du 13 mars 2008,

et dont le nom a été changé en «RECAR-INT» suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 12 février 2008, publié dans le prédict Mémorial C, numéro 621 du 12 mars 2008,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 136.182,

Lesquels ont exposé et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1) L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est conçu comme suit:

1) - Présentation du projet de fusion daté du 26 novembre 2014, publié au Mémorial C en date du 03.12.2014 Numéro 3676, proposant l'absorption de la société à responsabilité limitée " RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) par la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l.", ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon

- Constatation de l'exécution des obligations résultant de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la fusion de sociétés et des dispositions auxquelles elle se réfère.

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par l'absorption de la société à responsabilité limitée "RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) par la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l.", ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon aux conditions prévues par le projet de fusion, soit sans émission de nouvelles parts sociales mais augmentation de la valeur des parts sociales existantes de la société absorbante.

avec transmission de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la société à responsabilité limitée "RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) à la société absorbante, la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l.", ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon et dissolution sans liquidation de la société à responsabilité limitée " RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) comme conséquence de la fusion.

4) Formalité de la radiation de la société absorbée au registre de commerce et des sociétés et détermination du lieu de conservation des documents de la société à responsabilité limitée " RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) pendant le délai légal.

5) Constatation de la réalisation de la fusion à la date de la tenue de l'assemblée générale de la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l." approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

6) Divers

1. Première résolution

Le Président présente à l'assemblée le projet de fusion daté du 26 novembre 2014, publié au Mémorial C en date du 03.12.2014 Numéro 3676, proposant l'absorption de la société à responsabilité limitée " RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) par la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l.", ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon Considérant la prise d'effet au point de vue comptable de la fusion au 30 novembre 2014, et les droits réservés aux porteurs de parts par la loi, la tenue de la présente assemblée a été organisée aux fins de consacrer l'approbation de la dite fusion par le porteur de parts unique de la société absorbée.

Délibération

Ensuite le porteur de parts unique, exerçant les prérogatives dévolues par la loi à l'assemblée générale extraordinaire prend les résolutions suivantes:

Il reconnaît formellement et expressément avoir pris connaissance au siège social de la société dont il est l'actionnaire, du projet de fusion, des comptes annuels, ainsi que des rapports de gestion et tous autres documents, tels que déterminés à l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Il renonce formellement et expressément au droit lui dévolu d'exercer ce droit d'information pendant la période d'un mois au moins précédant la date de la présente assemblée.

L'actionnaire constate l'exécution des obligations résultant de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales relatif aux fusions et confirme le respect de leur application.

Deuxième résolution

Le porteur de parts unique décide d'approuver le projet de fusion précité et de réaliser la fusion par l'absorption de la société à responsabilité limitée "RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) par la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l.", ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon aux conditions prévues par le projet de fusion, soit sans émission de nouvelles parts sociales mais augmentation de la valeur des parts sociales existantes de la société absorbante.

avec transmission de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la société à responsabilité limitée "RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) à la société absorbante, la société à responsabilité "AUTO TEAM S.à r.l.", ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon et dissolution sans liquidation de la société à responsabilité limitée " RECAR-INT" (no. RCS B 136.182) comme conséquence de la fusion.

Troisième résolution

Le porteur de parts unique décide que les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante et que tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes pour requérir la radiation de l'inscription de la société, la dissolution sans liquidation étant définitivement réalisée à la date de ce jour.

Quatrième résolution

L'actionnaire constate la réalisation de la fusion à la date de ce jour, avec effet comptable et fiscal à la date du 30 novembre 2014, sans préjudice toutefois des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10.5 heures.

Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Giovanni ANTONACCI, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 18 mars 2015. Relation: DAC/2015/4516. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049669/98.

(150057710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

I.17 Ennert de Steiler S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 79.746.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.17 ENNERT DE STEILER S.à.r.l

Signature

Référence de publication: 2015049229/11.

(150056799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Franklin Templeton Series II Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 127.818.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui a été tenue à Luxembourg le 26 Mars 2015, que:

1) Les mandats d'administrateurs de

- Gregory E. McGowan, directeur de société, 300 S.E. 2nd Street, 33301-1923 Fort Lauderdale - FL, Etats-Unis d'Amérique;

- James F. Kinloch, directeur de société, 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg; et

- William Jackson, directeur de société, 5 Morrison Street, Edinburgh EH3 8BH, Royaume-Uni.

ont été renouvelés pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016 et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus;

2) La société PricewaterhouseCoopers Société Coopérative a été renommée réviser d'entreprises pour une période d'un an jusqu' à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016 et jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Pour Franklin Templeton Series II Funds

Référence de publication: 2015049828/20.

(150057387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Hamilton Lane European Partners SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 195.755.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of February.
Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette,

There appeared:

Hamilton Lane GP IX LLC, a limited liability company, organized and existing under the laws of Pennsylvania, having its registered office at One Presidential Boulevard, Bala Cynwyd, PA 19004 United States and registered with the Register of Company of Pennsylvania; and

HL European Partners GP S.à r. l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, and which registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending,

The appearing parties are here represented by Natalia Hernandez, lawyer, residing professionally in Howald, by virtue of two proxies given under private seal.

Said proxies shall be initialed *ne varietur* by the proxy holder and the officiating notary.

Such appearing parties, represented as here above stated, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) which they declare organising among themselves and the articles of incorporation (the "Articles") of which shall be as follows:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) qualifying as an investment company with variable share capital established as an umbrella specialised investment fund (*société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé à compartiments multiples*) under the name of "HAMILTON LANE EUROPEAN PARTNERS SICAV-SIF" (hereinafter the "Company"). The Company qualifies as an alternative investment fund pursuant to the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, (the "AIFM Law") implementing Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of June 8, 2011 on alternative investment fund managers (the "AIFMD").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the general partner of the Company (the "General Partner") and to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders of the Company. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The General Partner may, however, establish sub-funds (each a "Sub-Fund" together the "Sub-Funds") for a limited duration. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Subject to Article 14 the Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest directly or indirectly the funds available to it in securities and/or assets permitted by the amended law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the "SIF Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company through its Sub-Funds will invest directly or indirectly via wholly owned special purpose vehicles or via listed or non-listed companies or joint ventures.

The specific Investment objectives, restrictions and policies of each Sub-Fund are determined by the General Partner and are disclosed in the relevant appendix (the "Appendix") to the private placement memorandum as issued by the General Partner from time to time (the "Memorandum").

Subject to Article 16 the Company may borrow and may pledge, mortgage or charge or otherwise create security interests in and over the Company's assets, property and rights to secure the Company's obligations and the obligations

of any of its subsidiaries, the General Partner or any additional partnerships or other vehicles having the same investment policy as a Sub-Fund of the Company that are formed by or at the initiative of Hamilton Lane Advisors L.L.C. to co-invest with such Sub-Fund (each of them a “Parallel Fund”); the Company may further guarantee, in accordance with Article 16, the obligations of any of its subsidiaries, any Parallel Fund or the General Partner.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the SIF Law.

Art. 5. Liabilities of the Company. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The limited partners shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall be liable only to the extent of their Capital Commitments (as defined in Article 10 below) in relation to one or more Sub-Fund(s).

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 6. Share Capital - Funds - Classes of Shares. The share capital of the Company shall be represented by shares without par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 12 hereof.

In accordance with article 27 of the SIF Law, the subscribed share capital of the Company, increased by the share premium, if any, may not be less than one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-) or its equivalent in United States dollars and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under the SIF Law.

A separate portfolio of assets is maintained for each Sub-Fund and is invested in accordance with the investment objectives applicable to the relevant Sub-Fund, as described in the relevant Appendix.

The Company constitutes one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for the liabilities attributable to it. Among shareholders, each portfolio of assets relative to a particular Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares in the relevant Sub-Fund.

The share capital of the Company shall be represented as follows:

(i) “Management Share”: one (1) management share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) “Ordinary Shares”: any shares other than the Management Share and which have been or will be subscribed by the limited partners (associés commanditaires) of the Company.

The Ordinary Shares to be issued in relation to a Sub-Fund may, as the General Partner shall determine, be of different classes (each, a “Class” and collectively, the “Classes”), so as to correspond to (i) different distribution, shareholders servicing or fee charges and structure and/or (ii) different types of targeted investors and/or (iii) such features as may be determined by the General Partner from time to time. In particular, in order for the Company to be in a position to excuse or exclude investors from participating in any investment (i) that would be illegal or otherwise prohibited by statute or regulation applicable to an investor, or (ii) for the reasons more particularly set out in the Memorandum, the General Partner may further design share classes corresponding to distinct investments of the Company. Such classes shall reflect the performance of such pool of assets and all liabilities deriving therefrom shall be satisfied out of the relevant pool of assets. As between shareholders, each such class shall correspond to a specific pool of assets, shall be invested exclusively for the benefit of the relevant class to which it relates and, shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to such pool of assets.

The proceeds of the issue of each Class shall be invested pursuant to the investment policy determined by the General Partner and subject to the risk diversification rules provided by the Memorandum.

For the process of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be the United States dollars (USD). Each sub-Fund may have its own reference currency (the “Reference Currency”) which may differ from the base currency of the Company.

For the purpose of determining the total assets of each Sub-Fund, the net assets attributable to each Class within such Sub-Fund shall, if not expressed in the Reference Currency of the Sub-Fund, be converted into the Reference Currency and the total assets shall be the total of the net assets of all the Classes within such Sub-Fund.

Art. 7. Form of Shares.

(1) Shares shall be issued in registered form only.

All issued shares shall be registered in the register of registered shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his/her residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shares evidences the shareholder’s right of ownership of such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his/her shareholding.

(2) Shareholders having subscribed for shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements will be sent. Such address will also be entered into the register of shares.

In the event a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shares and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shares by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(3) The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) shall appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

(4) Fractional shares may be issued up to three (3) decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

Art. 8. Issue and Transfer of Shares. In accordance with article 1 of the SIF Law, shares of the Company are reserved to well-informed investors, which, in accordance with article 2 of the SIF Law, are (i) institutional investors, (ii) professional investors, or (iii) any other investors having declared themselves to be a well-informed investor and having a minimum commitment to the Company of at least EUR 125,000.-, or having been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company. However article 2 paragraph 2 of the SIF Law provides that the conditions set forth above are not applicable to the General Partner and other persons who intervene in the management of the Company.

Investors may commit to subscribe shares in the Company in relation to a specific Sub-Fund during one or several offer periods as specified for each Sub-Fund in the relevant Appendix.

Investors wishing to commit to subscribe for shares must execute a subscription agreement, which upon acceptance will be counter-signed by the Company in relation to the relevant Sub-Fund.

The General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

Nevertheless, in relation to each Sub-Fund, the General Partner may impose restrictions concerning the number of investors and the type of eligible investors within the meaning of the SIF Law.

Shares of different Classes, within the different Sub-Funds, may be issued at an issue price per share which may be higher or lower than net asset value per share as calculated in accordance with Article 12 below, or determined otherwise by the General Partner, in order to ensure an equitable treatment between existing shareholders and new shareholders subscribing for new shares to be issued within a same Sub-Fund. Upon executing a subscription agreement, investors shall irrevocably commit to contribute a certain amount to the relevant Sub-Fund. Further to the acceptance by the Company of their subscription agreement such commitment will be paid by such investors upon capital calls.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class; the General Partner may, in particular, decide that shares of any Class shall only be issued during one or more subscription periods or at such other periodicity as provided for in the Memorandum.

The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares, and relevant costs, to be issued.

The Company may agree to issue shares in relation to a Sub-Fund as consideration for a contribution in kind of securities or other assets to the relevant Sub-Fund, provided that such securities or other assets comply with the investment objectives of the relevant Sub-Fund and are in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an independent auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) and that such valuation report be available for inspection.

Subject to any specific provisions set out in the relevant Appendix, shareholders are not entitled to make a Transfer of Ordinary Shares to any third party without the prior written consent of the General Partner.

For the purposes of this Article 8 "Transfer" means any sale, assignment, transfer, exchange, contribution, pledge, charge, capital gains sharing agreement, other disposition or encumbrance, or universal transfer of assets and liabilities, in any form whatsoever, of Ordinary Shares by a shareholder.

Art. 9. Redemption and Compulsory Redemption of Shares. Shares of the Company cannot be redeemed at the request of a shareholder.

The General Partner has the right in all the Sub-Funds to redeem the shares on a pro rata basis across all the shareholders of one specific Class of Shares or across pre-existing shareholders of the relevant Class (or Classes) of Shares of the relevant Sub-Fund in connection with a closing. The amount payable on such redemption of Shares shall be as described in the Memorandum.

The General Partner has also the right in all Sub-Funds of the Company to compulsorily redeem the shares of a shareholder who, in the opinion of the General Partner, is a Prohibited Person (as defined hereinafter). Such shares will be redeemed, at the repurchase price as defined in the Memorandum.

The shares can be redeemed by the Company by giving five (5) business days notice to the relevant shareholder, and the General Partner is permitted to retain from the redemption proceeds such amount as is necessary to cover the tax liability likely to be imposed on the Sub-Fund or Company as a direct result of the identity or ownership structure of such shareholder as further set out in the Memorandum.

The General Partner also may have the right in a Sub-Fund to compulsory redeem the shares of a Defaulting Shareholder as described in the relevant Appendix.

The General Partner may redeem Shares in order to distribute to the Shareholders investment proceeds and any such redemption will be considered a distribution in the context of the determination of the rights of the Shareholders pursuant to the distribution policy as more particularly described in the relevant Appendix.

Art. 10. Commitment Period, Capital Calls, and Defaulting Shareholders. The Commitment Period for each Sub-Fund will be as provided for in the Appendix relating to the relevant Sub-Fund. After the expiration of the Commitment Period of a Sub-Fund, unless otherwise provided for in the Appendix relating to such Sub-Fund, the Sub-Fund will make no new investments, but may complete investments that were in process or had been committed to as of the end of the Commitment Period and may continue to call for capital contributions to satisfy obligations with respect to its existing investments, to make follow-on investments and to pay the Sub-Fund's management fees and expenses, as may be further described in the relevant Appendix, as the case may be.

Shareholders in all Sub-Funds will be required to pay their Unfunded Capital Commitment pursuant to Capital Calls issued by the General Partner (without prejudice to Article 16 below) within the terms specified in the Memorandum and the respective Sub-Fund Appendix.

In no event will any shareholder's pro rata share of such drawdown exceed that shareholder's Unfunded Capital Commitment.

The General Partner will issue to the shareholders additional fully paid-up Shares in the Class of Shares with respect to the particular Sub-Fund following receipt of funds in respect of the Capital Call.

If a shareholder fails to pay when due, all or any portion of the amount required to be contributed by such shareholder to the relevant Sub-Fund pursuant to a Capital Call or otherwise fails to make payment to the relevant Sub-Fund, when due (a "Default"), the General Partner, in its sole discretion, may choose to apply one or more of the following remedies upon an Event of Default:

- debit the capital account of such defaulting shareholder by an amount equal to 50% of such defaulting shareholder's capital account on the date of the Event of Default with a corresponding reduction in the proportionate share of such shareholder with respect to the total Capital Commitments;
- not allocate to its capital account nor make any distributions with respect to any gains arising after such Event of Default that relate to any investments in respect of which such Defaulting Shareholder made capital contributions prior to such Event of Default,
- assess interest at the Prime Rate plus 5% on any late payment from the date the payment was due through the date of payment; the General Partner may withhold any amount otherwise distributable to such defaulting shareholder and apply such amount to the discharge of amounts due from such defaulting shareholder,
- reduce or cancel the Capital Commitment of such defaulting shareholder on such terms as the General Partner determines in its discretion,
- sell the entire interest in the Sub-Fund of such defaulting shareholder to any one or more other shareholders at the highest price offered by such other shareholder(s), or to any third party or parties acceptable to the General Partner who shall offer a higher price and who otherwise qualify for admission as a shareholder in the Sub-Fund.

The sanctions described above are not exclusive of any recourse that the General Partner may adopt in order to recover the unpaid amounts.

Upon the occurrence of an Event of Default or the exclusion of a shareholder from a particular investment, the General Partner may increase the amount of the related capital contribution required from each other shareholder as more particularly described in the relevant Appendix (but in no event in excess of such shareholder's Unfunded Capital Commitment).

The following definitions shall apply for the purposes of this Article 10.

"Capital Call" means a call made by the General Partner to Shareholders for the Drawdown of all or part of their Unfunded Capital Commitments.

"Capital Commitment" means the total amount, subject to adjustments as contemplated by the relevant Appendix (including, without limitation, increases in the associated Unfunded Capital Commitment amount), of capital committed to investments in Shares of a Sub-Fund by an Investor.

"Commitment Period" means the period of time commencing on the initial closing date of a Sub-Fund and ending on a date provided for in the relevant Appendix.

“Event of Default” means an event of default as more particularly described in the relevant Appendix.

“Prime Rate” means a rate of interest as more particularly described in the relevant Appendix to the Memorandum.

“Unfunded Capital Commitment” means the portion of each Shareholder’s Capital Commitment that has not been called by the General Partner and invested in Shares of a Sub-Fund further to a Capital Call; provided that the Unfunded Capital Commitment of a Shareholder with respect to a Sub-Fund may be increased pursuant to the terms set forth in the Appendix relating to the Sub-Fund.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in any Fund of the Company by any Prohibited Person.

For the purpose of the preceding paragraph, “Prohibited Person” shall mean (i) any person acquiring or holding shares in any Sub-Fund in breach of the laws or requirements of any country or governmental authority, such as anti-money laundering provisions, or (ii) any shareholder who could cause the relevant Sub-Fund or the Company, or the General Partner, to incur tax imposed by any jurisdictional tax authority by virtue of the identity or ownership structure of such shareholder, or other economic disadvantages which they would not have suffered had such person ceased to be a shareholder, (iii) any person whose participation as shareholder is likely to cause the Company, the General Partner or the relevant Sub-Fund, to violate any material law or regulation.

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shares, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder’s shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and
- c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and
- d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company will compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder, in accordance with Article 9, paragraph (3), above.

The term “Prohibited Person” as used herein does neither include any subscriber for shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company as long as he holds such shares, nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 12. Valuation and Calculation of Net Asset Value per Share. On each Valuation Day (as defined in Article 13 below) determined by the General Partner in accordance with applicable law and regulations, the net asset value per share (“NAV per Share”) of each Sub-Fund shall be calculated by the General Partner or any agent appointed thereto by the General Partner.

The NAV per Share shall be determined by dividing the net assets of the relevant Sub-Fund (being the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund, on any such Valuation Day), by the number of Shares then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below as well as in the Memorandum and the relevant Appendix.

The NAV per Share shall be calculated on the basis of the valuation of assets carried out by the AIFM itself or an external valuer appointed by the AIFM, as the case may be.

The NAV per Share may be rounded up or down to the nearest hundredth of the unit of Reference Currency of the relevant Sub-Fund as the General Partner shall determine.

If following the determination of the NAV per Share, there is a material change in relation to (i) a substantial part of the assets or property rights of the relevant Sub-Fund or (ii) the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Sub-Fund are dealt in or quoted, the General Partner may, in order to safeguard the interest of the Shareholders and the Sub-Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

For the avoidance of doubt, the provisions for determining the NAV per Share are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Sub-Fund or any shares issued by the Sub-Fund.

I. The value of the assets of the Sub-Fund shall be determined as follows:

- (a) the value of the interest in any undertaking for collective investments shall be valued at its last available NAV;
- (b) un-listed securities or securities not negotiated on a regulated market shall be evaluated on the basis of their fair value. The fair value, for un-listed securities or securities not negotiated on a regulated market shall be determined by the AIFM, in good faith, (i) considering all factors, information and data deemed to be pertinent, provided that the AIFM may rely on valuations provided by the sponsor investor to which such securities relate or (ii) in accordance with the updated guidelines and principles for valuation of Portfolio Investments set out by the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (the “IPEV Valuation Guidelines”), as amended from time to time.
- (c) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount

thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(d) the value of transferable securities which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available closing price, and each transferable security traded on a regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

(e) money market instruments with a remaining maturity of less than ninety days at the time of purchase or securities whose applicable interest rate or reference interest rate is adjusted at least any ninety days on the basis of market conditions shall be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Day and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

(f) money market instruments with a remaining maturity of more than ninety days at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity falls under ninety days, the AIFM may decide to value them as stipulated above; and

(g) liquid assets may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortized cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

The AIFM is authorized to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Company if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events in order to reflect better the probable realisation value established with prudence and good faith.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the AIFM.

The NAV per Share and the issue prices thereof are available at the registered office of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

(a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debts), bills and accounts payable net of the unamortized portion of discounts and/or premiums and financing costs;

(b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

(c) all accrued or payable expenses (including fees payable to agents);

(d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the AIFM, as well as such amount (if any) as the AIFM may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company (i.e. liabilities for past events which are definite as to their nature and are certain or probable to occur and can be measured with reasonable accuracy, which might arise during the life of the Company and may include potential liabilities arising from any disputes); and

(f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the AIFM shall take into account all expenses payable by the Company. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

For the purpose of this Article:

(a) Shares to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date on which the Shares are redeemed, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the date of issue and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company; and

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency of denomination of the Shares shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the NAV per Share of the Company.

For the avoidance of doubt, these provisions are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per Share will be calculated on a quarterly basis on the Valuation Day by the General Partner or any agent appointed by the General Partner and shall be expressed in the Sub-Fund Reference Currency.

The General Partner may temporarily suspend the determination of the NAV per Share of the Company and if applicable, the issue of its Shares:

- a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner or the AIFM as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;
- b) during any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the General Partner or the AIFM, or the existence of any state of affairs in the financial markets, disposal of the assets of the Company is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of Shareholders or if, in the opinion of the General Partner or the AIFM, a fair price cannot be determined for the assets of the Company;
- c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of the assets of the Company;
- d) when for any other reason the prices of the assets owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;
- e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of the assets of the Company or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner or the AIFM be effected at normal rates of exchange;
- f) during any period when the value of the net assets of the underlying investment vehicles in which the Company has invested, may not be determined accurately, or if the calculation of the net asset value of the underlying investment vehicles is suspended; or
- g) upon publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the winding up of the Company or of a particular Sub-Fund.

Such suspension of the determination of the net asset value per share of a Sub-Fund will have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, subscription and redemption of the shares of any other Sub-Fund.

Title III. Administration and Supervision

Art. 14. General Partner. The Company and each Sub-Fund shall be managed by HL European Partners GP S.à r.l., a private limited liability company organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, as General Partner.

The General Partner is vested with the broadest powers to determine the corporate policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company and each Sub-Fund.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner.

Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of the General Partner represented by one or several duly appointed managers or officers, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

The General Partner shall at all times discharge its obligations in good faith and solely in the best interests of the Company and the shareholders of the Company in relation to any Sub-Fund thereof, with the care, skill, prudence and diligence under the circumstances then prevailing that a prudent person acting with like capacity and familiar with such matters would use in the conduct of an enterprise of a like character and with like aims. The General Partner shall not be liable for monetary damages to the Company or any shareholders of the Company in relation to any Sub-Fund thereof for losses sustained or liabilities incurred as a result of errors in judgment or of any act or omission by the General Partner, except that the General Partner shall be liable to the Company and the shareholders of the Company in relation to any Sub-Fund thereof for losses sustained or liabilities incurred in whole or in part as a result of the General Partner's gross negligence, willful misconduct or fraud, in bad faith or as the result of a material break of any duty under the Memorandum, the relevant shareholders' agreement, if any, the relevant subscription agreement or these Articles.

The General Partner is under no obligation to consider the separate interests of individual shareholders (including, without limitation, the tax consequences to individual shareholders or assignees) in deciding whether to cause the Company, in relation to any Sub-Fund thereof, to take (or decline to take) any actions which the General Partner has undertaken in good faith on behalf of the Company, in relation to any Sub-Fund thereof, and the General Partner shall not be liable for monetary damages for losses sustained, liabilities incurred, or benefits not derived by shareholders of the Company in relation to any Sub-Fund thereof in connection with such decisions, provided that the General Partner has acted in good faith.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the General Partner appoints an administrator, who need not be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and

liquidated. Notwithstanding Article 20 below, any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 15. Delegation of Power. The General Partner may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and any Sub-Fund thereof (including the right to act as authorised signatory for the Company in relation to the Company itself and any Sub-Fund thereof) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to officers of the Company who shall have the powers determined by the General Partner. The General Partner may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

The General Partner may appoint such officers of the Company, including a president, a vice-president or one or more other general managers, a secretary and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company and any Sub-Fund thereof. Any such appointment may be revoked at any time by the General Partner. Officers need not be shareholders or managers of the General Partner. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the General Partner.

Art. 16. AIFM. The Company may appoint another entity to be the external alternative investment fund manager (the "AIFM") for the purposes of the AIFM Law.

The AIFM may manage the Company and will be vested with the broadest powers to determine the course and conduct of the portfolio and risk management of each of the Sub-Funds.

The AIFM shall always act in accordance with and subject to the provisions of these Articles, the Memorandum, including the Appendices, and the law, including, without limitation, the AIFM Law, in relation to the Sub-Funds.

The AIFM may delegate the portfolio management function of a particular Sub-Fund to an investment manager as further described in the relevant Appendix.

The AIFM may receive a management fee as described in the relevant Appendix.

If the AIFM delegates portfolio management to an investment manager, the fees of the investment manager will be borne by the AIFM out of the management fee it receives from the Company.

The management fee may be reduced by certain fees received by the General Partner, the AIFM, the investment manager or its affiliates as described in the relevant Appendix.

The AIFM may be removed by a decision of the General Partner. Such removal shall be subject to the terms of the agreement entered into with the AIFM.

Art. 16. Investment Policies and Borrowing. The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-Fund, in compliance with the Memorandum and with applicable laws and regulations.

The AIFM (or a delegate as the case may be) implements the investment policy and is responsible for risk management.

The investment policy of the Company in relation to all the Sub-Funds will be in conformity with the purpose of the Company described in Article 4.

The objective of the Company in relation to each Sub-Fund is to provide investors with an opportunity for investment in a professionally managed investment company with variable share capital in order to achieve an optimum return from the capital invested.

Investments of the Company in relation to each Sub-Fund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, including local special purpose vehicles (SPVs), or through ad hoc joint ventures alongside other investment structures, as the General Partner may from time to time decide and as described in the Memorandum. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly by the Company or indirectly through the aforesaid subsidiaries or joint ventures.

The General Partner may, if provided for in the Memorandum cause a particular Sub-Fund to borrow in accordance with the limitations set out in the Memorandum.

The General Partner shall have the power, in connection with such borrowings, to cause the Company to guarantee (i) the obligations of any of the subsidiaries of the Company and/or (ii) the obligations of any Parallel Fund and/or (iii) the obligations of the General Partner undertaken by the General Partner in the course of carrying on the business of the Company.

The General Partner shall have the power in connection with such borrowings to pledge, mortgage or charge or otherwise create security interests in and over the Company's assets, property and rights to secure (i) the Company's obligations, (ii) the obligations of any of the subsidiaries of the Company, (iii) the obligations of the General Partner undertaken by the General Partner in the course of carrying on the business of the Company and/or (iv) the obligations of any Parallel Fund co-investing with the Company. Without prejudice to the generality of the foregoing:

(i) the General Partner shall have the power to grant to a lender (or its duly authorised agent), in respect of a credit facility entered into by the Company, any Parallel Fund or any of the subsidiaries of the Company with that lender (or its duly authorised agent), an assignment of the right to make Capital Calls in respect of Unfunded Capital Commitments, with the effect that the lender (or its duly authorised agent) may (subject always to the terms of the relevant credit facility)

make one or more Capital Calls directly to shareholders requiring payment to the Company of an amount not exceeding their Unfunded Capital Commitments for the purpose of satisfying outstanding claims of the lender (or its duly authorised agent) under such credit facility;

(ii) Capital Calls made by a lender (or its duly authorised agent) pursuant to an assignment referred to under (i) above shall for the avoidance of doubt be given in accordance with Article 10;

(iii) each shareholder who is party to a subscription agreement shall be obliged to comply in full with any Capital Call issued by a lender (or its duly authorised agent) to whom an assignment has been made pursuant to the foregoing, as if such Capital Call had been issued by the General Partner (and accordingly for the avoidance of doubt failure to so comply shall fall within the default provisions of Article 10) and such shareholder shall not be entitled to make any deduction, offset, counterclaim, defence or otherwise withhold payment if the lender (or its duly authorised agent) has issued such Capital Call in accordance with the terms of the credit facility;

(iv) each shareholder shall be and is hereby notified that (A) the Company may be prohibited under the terms of a credit facility entered into by the Company, any Parallel Fund or any of the subsidiaries of the Company from making any distributions to the shareholder for so long as an event of default, having occurred under that credit facility, is continuing; and (B) if the credit facility so provides, any claims or rights that the shareholders may have against the Company in connection with distributions or otherwise will be subordinated to all claims and rights of lender(s) under that credit facility;

(v) the foregoing paragraphs (i) to (iv) of this Article 16 are for the benefit of a lender (or its duly authorised agent) under a credit facility entered into by the Company, any Parallel Fund or any of the subsidiaries of the Company with that lender (or its duly authorised agent), and that lender (or its duly authorised agent) may rely thereon and enforce them as provided for in article 2(5) of the Luxembourg law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements, as amended, and article 1121 of the Luxembourg civil code.

Art. 17. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company in relation to any Sub-Fund thereof and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the General Partner or the AIFM is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any manager or officer of the General Partner or the AIFM who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that in any transaction of the Company in relation to any Sub-Fund, any manager of the General Partner or any director of the AIFM has an interest opposite to the interests of the Sub-Fund, such conflict of interest will be solved in accordance with the rules set forth in the Memorandum.

Art. 18. Indemnification. The Company shall indemnify the General Partner, the AIFM, the principals (as identified in the relevant Appendix) and the investment manager (if so provided for in the agreement with such investment manager) (the "Investment Manager") and any of their directors, managers, officers, employees, stockholders, managers, partners, personnel, members, independent contractors, affiliates, representatives or agents and the members of any advisory committee or investment committee advising the Company ("Covered Persons") against any claims asserted in connection with the operations of the Company involving a person's status as a Covered Person unless it is determined that any such person's action was due to (i) an act or omission material to the matter giving rise to the proceeding that either was committed with gross negligence, in bad faith, wilful misconduct or fraud or was the result of a material breach of any duty under these Articles or any other document relevant to the organisation of the Company or; (ii) the actual receipt of an improper personal benefit in money, property or services; or (iii) in the case of any proceeding, an unlawful act or omission and the person was fully aware of such unlawfulness. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such person may be entitled.

Art. 19. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by Luxembourg laws.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 20. General Meetings of Shareholders of the Company.

(1) The general meeting of shareholders of the Company shall be held annually and shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Class of shares held by them or the Sub-Fund in relation to which they have been issued. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that no resolution shall be passed validly unless approved by the General Partner.

(2) The general meeting of shareholders shall meet upon call by the General Partner.

(3) It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

(4) The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, each year on the third Friday of the month of June at 3:00 p.m. Luxembourg time, the first annual general meeting shall be held on the third Friday of the month of June 2016 (5) If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day in Luxembourg.

(6) Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

(7) Shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least ten (10) calendar days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shares. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the General Partner may prepare a supplementary agenda.

(8) If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without prior notice of meeting.

(9) The General Partner may determine conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

(10) The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

(11) Each share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person. Such proxy holder does not need to be a shareholder and may be a manager of the General Partner or a representative thereof.

(12) Unless otherwise provided by law, resolutions of the meeting of shareholders duly convened are passed by a simple majority of the votes of the shareholders validly cast, subject to the approval by the General Partner, as mentioned under paragraph (1) of this Article 20.

Art. 21. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The shareholders of any Class or any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class or Sub-Fund.

The provisions of Article 20, paragraphs (2), (3), (7), (8), (9) and (10) shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a manager of the General Partner.

Unless otherwise provided for by law or herein or in the Memorandum, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or a Class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast, subject to the approval of the General Partner, as mentioned under paragraph (1) of Article 20.

Art. 22. Termination of Sub-Funds. Upon the expiry of the term of a Sub-Fund (and subject to extension, if any) as set out in the relevant Appendix, such Sub-Fund shall enter automatically into liquidation.

The General Partner shall realize the assets of the relevant Sub-Fund in the best interest of the Shareholders of such Sub-Fund.

The General Partner shall redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund at the Net Asset Value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the date at which such compulsory redemption of all the Shares, of any Class as applicable, of such Sub-Fund takes place (the "Redemption Date").

The General Partner shall send a written notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund to inform them of the contemplated Redemption Date.

On the Redemption Date, all the Shares of the relevant Sub-Fund for each Class shall be redeemed and the price per Share shall be distributed to the relevant Shareholders as set forth in the Memorandum and the Appendix for such Sub-Fund.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Proceeds not distributed to the relevant Shareholders, as a consequence of the redemption of their Shares as provided above, after the closure of the liquidation proceedings of a Sub-Fund shall be deposited with the Caisse de Consignation.

In addition to the liquidation of a Sub-Fund upon the expiry of its term, the General Partner may also decide to liquidate a Sub-Fund in the following circumstances:

- if the General Partner determines that a substantial modification in the political, economic, legal or monetary situation renders the relevant Sub-Fund illegal, impracticable, inadvisable or uneconomic to continue that Sub-Fund or as a matter of economic rationalization;

- if such a decision by the General Partner is required under Luxembourg Law; or

- if the General Partner determines that the total net assets in that Sub-Fund have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for that Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner.

Following such decision of the General Partner, the above mentioned procedure shall apply.

Art. 23. Amalgamation of a Sub-Fund. The General Partner may decide to proceed with an amalgamation of a Sub-Fund with another fund or sub-fund in the following circumstances:

- in the event of substantial modification in the political, economic or monetary situation;
- as a matter of economic rationalization; or
- in order to increase the size of such Sub-Fund to proceed notably to an initial public offering.

The General Partner may decide to allocate the assets of the relevant Sub-Fund to the assets of the following entities (collectively referred hereinafter as the “Absorbing Entities”):

- another Sub-Fund of the Company;
- another Luxembourg undertaking for collective investment; or
- any fund within such other Luxembourg undertaking for collective investment.

Nevertheless, as a condition of such amalgamation, the Absorbing Entities should have a similar investment policy and investment strategy as such of the Sub-Fund to be amalgamated.

One (1) month prior to the effective date of amalgamation of assets (the “Amalgamation Date”), the General Partner shall serve a notice via registered mail to the shareholders of the relevant Sub-Fund which will indicate the reasons thereof and contain information in relation to the Absorbing Entities.

Upon receipt of such prior written notice and before the Amalgamation Date, the shareholders which are not in favour of such amalgamation will be authorized to request the redemption of their shares, free of charge, at a price per share equal to the most recent net asset value per share.

Art. 24. Financial Year. The Company’s financial year will begin on 1st January and end on 31st December of each year.

Art. 25. Distributions. Distributions shall be made as set forth in the Memorandum.

The general meeting of shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from and subject to approval of the General Partner and within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be distributed.

For any Class of shares issued in respect of any Sub-Fund, entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by Luxembourg laws.

Payments of distributions to shareholders shall be made at their address in the register of shares.

Distributions shall be paid in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

The General Partner may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the General Partner.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Class or Classes issued.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the request of its beneficiary.

If so provided for in the relevant Appendix and subject to the conditions set out therein the General Partner may require shareholders to make a return of distributions to a Sub-Fund.

Title V. Final provisions

Art. 26. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a credit institution within the meaning of the amended law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the “Custodian”).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law and the AIFMD, the AIFM Law and the European Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of the European Commission of 19 December 2012 supplementing the AIFMD.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian has been appointed to act in the place thereof.

Art. 27. Liquidation of the Company. The Company may be dissolved at any time, upon proposition by the General Partner, by a resolution of the general meeting of Shareholders pursuant to Article 28. A particular Sub-Fund may be terminated early in the circumstances and pursuant to the conditions set out in the relevant Appendix.

The liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities represented by physical persons, designated by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensations subject to prior approval from the CSSF. The General Partner may be appointed as liquidator.

According to legal requirements, the liquidation shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. For the avoidance of doubt, following a liquidation event of the Company, the issuance of Shares shall cease.

The Custodian shall share any liquidation proceeds within the Company (if any) minus liquidation expenses and fees among the Shareholders of the Company in proportion to their holding of Shares, as instructed by the liquidator.

Liquidation proceeds not distributed to the relevant Shareholders will be deposited by the Custodian on behalf of entitled Shareholders after conclusion of the liquidation proceedings, with the Luxembourg Caisse de Consignation.

Unless claimed within the statutory time limit, such amounts shall accrue to the Caisse de Consignation.

In addition, the General Partner shall decide to liquidate the Company and any of its Sub-Funds if after a period of twelve (12) months as from the CSSF's agreement of the Company, the subscribed capital of the Company (in aggregate over all Sub-Funds) increased by the share premium, if any, has not reached one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or its equivalent in US dollars, the minimum share capital of the Company under the SIF Law (the "Minimum Capital").

Furthermore, in accordance with article 30 of the SIF Law, the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of Shareholders in the following circumstances and in the following manner:

- if the share capital of the Company falls below two third (2/3) of the Minimum Capital, the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by the affirmative vote of at least one half (1/2) of the votes validly cast at such general meeting; and

- if the share capital of the Company falls below one fourth (1/4) of the Minimum Capital, the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by the affirmative vote of at least one fourth (1/4) of the votes validly cast at such general meeting.

- In such cases, the general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the share capital of the Company have not reached the Minimum Capital or have fallen below two third (2/3) or one fourth (1/4) of the Minimum Capital.

Each Sub-Fund may be separately liquidated without such separate liquidation resulting in the liquidation of another Sub-Fund. Only the liquidation of the last remaining Sub-Fund of the Company will result in the final liquidation of the Company.

Art. 28. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended from time to time, subject to the approval of the General Partner, by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the amended law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law").

In accordance with article 68 of the 1915 Law any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, Class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, Class or Classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, Class or Classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, Class or Classes, type or types concerned.

Art. 29. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the SIF Law and where applicable the AIFMD as implemented in Luxembourg by the AIFM Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitional dispositions

The first financial year of the Company shall begin on the date of its incorporation and shall terminate on 31 December 2015.

The first annual general meeting of Shareholders of the Company shall be held in 2016.

Initial share capital - Subscription and payment

The initial share capital is forty thousand five hundred United States dollars (USD 40,500.-) represented by one (1) Management Share and four hundred and four (404) Ordinary Shares without par value.

The appearing parties declare to subscribe to the entire share capital of the Company as follows:

62059

Name of Subscriber	Number of subscribed shares
HL European Partners GP S.à r.l., prenamed	- 1 Management Share - 403 Ordinary Shares in the Sub-Fund Hamilton Lane European Partners SICAV-SIF –PEF IX Parallel Sub-Fund
Hamilton Lane GP IX LLC, prenamed	- 1 Ordinary Share in the Sub-Fund Hamilton Lane European Partners SICAV-SIF –PEF IX Parallel Sub- Fund

All the shares of the Company so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of forty thousand five hundred United States dollars (USD 40,500.-). is as of now available to the Company, as it has been justified to the officiating notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately 3,500.- euro.

General meeting of the shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders. After verification of the due constitution of the meeting, the meeting has adopted the following resolutions by unanimous vote, including the vote of the General Partner:

1. The registered office of the Company shall be at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. Ernst & Young Luxembourg, a public limited liability company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88.019, is appointed as independent auditor of the Company, until the end of the general meeting of shareholders called to deliberate upon the annual accounts of the Company for the financial year ending on 2015.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: Hernandez, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 février 2015. Relation: EAC/2015/4252. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015049211/714.

(150056742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Innolux, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 26.154.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 13 mars 2015, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Laurence Willems, avec adresse au 154, Avenue Des Pois De Senteur, 1120 Neder-Over-Heembeek, Belgique, au mandat d'administrateur, avec effet au 12 janvier 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 septembre 2020 et qui se tiendra en 2021;
2. Nomination de Tom Van Hese, avec adresse professionnelle au 38, Koningsplein, 2500 Koningshooikt, Belgique, au mandat d'administrateur, avec effet au 12 janvier 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 septembre 2020 et qui se tiendra en 2021;
3. Acceptation de la démission d' Olivier Van den Bossche, avec adresse professionnelle au 26, rue du Damier, 1000 Bruxelles, Belgique, de son mandat d'administrateur, avec effet au 30 septembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015049890/19.

(150057490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Episerver International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 156.534.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of December,
before Maître Joseph ELVINGER, civil law notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of “Episerver International S.à r.l.”, here after “the Company”, a “société à responsabilité limitée”, having its registered office at L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, incorporated by deed enacted on November 4, 2010, inscribed in the Trade Register of Luxembourg under the number R.C.S. B 156.534 and which bylaws have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated on November 3, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated November 27, 2014, Nr 3583.

The meeting is opened at 10 o'clock am, with Maître Catherine Dessoy, «avocat à la Cour», having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich, in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Véronique Petit, private employee, having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with this minute.

II. As appears from the attendance list, the 695.789 (six hundred ninety-five thousand seven hundred eighty-nine) shares representing the whole capital of the corporation are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Decision to put the Company into liquidation;
2. Appointment of the liquidator;
3. Definition of the powers of the liquidator;
4. Discharge to the managers;
5. Decision upon the power of signature on the different bank accounts opened in the name of the Company;
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The meeting decides to put the Company into liquidation.

Second resolution:

The meeting appoints as liquidator:

Mrs Catherine Dessoy, «avocat à la Cour», having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

Third resolution:

The liquidator has the most extended powers as provided by articles 144 to 148bis of the Luxembourg companies' law. She may carry out all the deeds provided by article 145 with previous general meeting authorization as required by law.

All powers are granted to the liquidator to represent the Company for all operation being a matter of liquidation purpose to realise the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the Company to the shareholders in proportion to their shareholding, in kind or in cash.

Fourth resolution:

The meeting decides to give full discharge to:

- Mrs Sandrine Anton
- Mrs Catherine Dessoy
- Mr Shaun Johnston
- Mr Andrew Townend

managers of the Company

for the accomplishment of their mandate until the vote of this meeting.

Fifth resolution:

The meeting decides to not change the powers of signatures on the different bank accounts opened in the name of the Company.

The persons currently empowered to sign on the different bank accounts, opened in the name of the Company, will keep this power notwithstanding the present deed of liquidation.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 10:30 o'clock am.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le quatrième jour de décembre
par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "Episerver International S.à r.l.", ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, ci-après «la Société», constituée suivant acte reçu le 4 novembre 2010, R.C.S. Luxembourg B numéro 156.534, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 3 novembre 2014 du notaire soussigné, publié au Mémorial C N° 3583 du 27 novembre 2014.

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de Maître Catherine Desso, avocat à la cour, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Véronique Petit, employée privée, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que la procuration resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il ressort de cette liste de présence que les 695.789 (six-cent-quatre-vingt-quinze-mille-sept-cent-quatre-vingt-neuf) parts sociales représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination d'un liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
4. Décharge donnée aux gérants;
5. Décision sur les pouvoirs de signatures sur les différents comptes bancaires ouverts au nom de la Société;
6. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation volontaire.

Deuxième résolution:

L'assemblée nomme liquidateur:

Maître Catherine Desso, avocat à la Cour, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich

Troisième résolution:

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Elle peut accomplir les actes prévus à l'article 145 avec l'autorisation de l'assemblée générale telle que requise par la loi.

Il est conféré au liquidateur le pouvoir de représenter la Société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la Société aux associés, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales, en nature ou en numéraire.

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de donner décharge à:

- Madame Sandrine Anton
- Maître Catherine Desso
- Monsieur Shaun Johnston
- Monsieur Andrew Townend

gérants de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au vote de la présente assemblée.

Cinquième résolution:

L'assemblée décide de ne pas modifier les pouvoirs de signatures sur les différents comptes bancaires ouverts au nom de la Société. Les personnes actuellement signataires sur les comptes bancaires, ouverts au nom de la Société, le demeureront nonobstant le présent acte de mise en liquidation.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 heures 30.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.
Signé: C. DESSOY, V. PETIT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 8 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58450. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Signée par Maître Karine REUTER, Notaire à Luxembourg, dépositaire de feu Maître Joseph ELVINGER, alors Notaire à Luxembourg.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2015049784/131.

(150057705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Coiffure & Cosmétique Salon M Beauty, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3220 Bettembourg, 50, rue Auguste Collart.

R.C.S. Luxembourg B 195.802.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze, le vingt-trois mars.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Mirsada SABOTIC-RAMDEDOVIC, coiffeuse-esthéticienne, née le 20 septembre 1979 à Berane (Monténégro), demeurant à L-3813 SCHIFFLANGE, 38, rue Basse.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un salon de coiffure et de maquillage ainsi que d'un institut d'onglerie et de beauté, ainsi que toutes les activités y connexes.

Elle pourra faire en outre toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières, ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à faciliter son extension ou le développement.

Art. 3. La société prend la dénomination de «Coiffure & Cosmétique Salon M Beauty», société à responsabilité limitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de BETTEMBOURG.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision prise en assemblée générale des associés aux conditions de présence et de majorité requise pour les modifications aux statuts. Il peut être transféré à tout autre endroit à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-) représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales avec une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25.-€) la part.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mil quinze.

Souscription et libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites Madame Mirsada SABOTIC-RAMDEDOVIC, coiffeuse-esthéticienne, née le 20 septembre 1979 à Berane (Monténégro), demeurant à L-3813 SCHIFFLANGE, 38, rue Basse.

Les parts ont été libérées intégralement au moyen d'un apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-€) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de MILLE TROIS CENT CINQUANTE euros (1.350,00.-euros). A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. Le nombre de gérant est fixé à un.
2. Est nommée gérante pour une durée indéterminée:

Madame Mirsada SABOTIC-RAMDEDOVIC, coiffeuse-esthéticienne, née le 20 septembre 1979 à Berane (Monténégro), demeurant à L-3813 SCHIFFFLANGE, 38, rue Basse.

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle du gérant.

3. Le siège social de la société est fixé à L-3220 BETTEMBOURG, 50, rue Auguste Collart.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu les comparants attentifs au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: M. SABOTIC-RAMDEDOVIC, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/6605. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME

LUXEMBOURG, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049730/107.

(150057787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

CLV Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 162.205.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2015049080/11.

(150056430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

SwanCap GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 179.410.

Auszug aus dem Gesellschafterbeschluss vom 3. März 2015

Die Gesellschafter haben die Amtsniederlegung von Frau Teodora Croitoru, Geschäftsführer B, zum 30.10.2014 zur Kenntnis genommen und beschließen gemäß Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft, Herrn Thomas Goergen, geschäftlich ansässig unter der Adresse 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, als neuen gemeinschaftlich vertretungsbefugten Geschäftsführer B der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung bis zur nächsten Generalversammlung zu berufen.

Référence de publication: 2015049495/12.

(150056198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.
